

DAVID HARVEY ET LE MATÉRIALISME HISTORICO-GÉOGRAPHIQUE

Anne Clerval

ERES | « Espaces et sociétés »

2011/4 n° 147 | pages 173 à 185

ISSN 0014-0481

ISBN 9782749215129

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/revue-espaces-et-societes-2011-4-page-173.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour ERES.

© ERES. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.



COMPTE RENDU THÉMATIQUE

David Harvey et le matérialisme historico-géographique

Anne Clerval

David Harvey, *Géographie et capital*, Paris, Syllepse, 2010, 280 p.

David Harvey, *Le Nouvel impérialisme*, Paris, Les Prairies ordinaires, 2010, 242 p.

Deux traductions récentes qui viennent combler un manque

À l'automne dernier, deux traductions en français des travaux du géographe britannique David Harvey ont été publiées en France. L'un est un recueil d'articles et de chapitres de différents ouvrages parus en anglais, *Géographie et capital*, aux éditions Syllepse, et l'autre est la traduction d'un ouvrage paru en anglais en 2003, *Le Nouvel impérialisme*, aux éditions des Prairies ordinaires. Celles-ci avaient déjà traduit deux courts textes de cet auteur en 2008, sous le titre *Géographie de la domination*¹. David Harvey est un géographe britannique (né en 1935), qui a passé l'essentiel de sa carrière à l'Université Johns-Hopkins de Baltimore (États-Unis) et enseigne actuellement

1. D. Harvey, *Géographie de la domination*, Paris, Les Prairies ordinaires, 2008, 123 p. Voir le compte-rendu qu'en a fait J.-P. Garnier dans le numéro 138 d'*Espaces et Sociétés* (n° 3/2009).

à l'université de la ville de New York. Il est l'un des principaux penseurs de la géographie radicale marxiste anglophone et l'un des auteurs les plus cités au monde au sein des sciences humaines. Ces traductions viennent donc combler un manque en France, où l'on méconnaît encore trop ce que peut être une géographie marxiste.

Avec la publication de *Social Justice in the City* en 1973, David Harvey, ex-géographe quantitativiste ayant pris conscience des impasses théoriques et politiques de la géographie classique comme de la nouvelle géographie², a pris l'ascendant sur la géographie radicale anglophone qui s'était structurée autour de la revue *Antipode*, créée en 1969. Le chapitre de *Géographie et capital* intitulé « Réinventer la géographie », qui reprend une *interview* de David Harvey par la *New Left Review*, est particulièrement intéressant pour comprendre son parcours. Le plus étonnant d'un point de vue français est sans doute la nette déconnexion entre sa réflexion à partir des travaux de Marx et l'expérience soviétique. Cela s'explique en partie par l'absence de parti communiste en Angleterre ou aux États-Unis, les chercheurs critiques n'ayant pas eu à se confronter à un parti relais du marxisme-léninisme stalinien. De ce fait, le marxisme anglophone a poursuivi son chemin sans s'encombrer de la doctrine officielle, réductrice et sclérosée de l'URSS. Et c'est avec toute la vigueur de ce chemin parcouru de façon autonome que les travaux de Harvey nous parviennent, sans rien négliger de la force théorique du marxisme. Ce que propose Harvey, ce n'est rien moins que l'intégration de la dimension géographique à la théorie de Marx, soit un matérialisme historico-géographique montrant la place-clé de l'espace dans le fonctionnement du capitalisme.

Un petit détour par la « géographie marxiste » française

Avant d'aller plus loin, on ne peut qu'être frappé par l'écart qui sépare ces travaux de ce qui a vaguement été la géographie marxiste française ou, du moins, de ce que les géographes français ont utilisé des travaux de Marx, principalement dans les années 1950-1960. Comme l'a souligné Roger Brunet dans son dictionnaire de géographie³, certains géographes se sont dits marxistes du point de vue politique sans que cela ait de conséquences sur leur pratique géographique (qui pouvait être tout à fait conservatrice) tandis que d'autres, sans se dire marxistes, ont utilisé des éléments théoriques marxistes dans

2. C'est ainsi que l'on a longtemps appelé la géographie théorique et quantitative qui se développa dans les années 1950-1960 aux États-Unis et dans les années 1960-1970 en France.

3. Voir l'entrée « marxisme » dans R. Brunet, R. Ferras et H. Théry (sous la dir. de), *Les Mots de la géographie. Dictionnaire critique*, Paris, La Documentation française, 3^e éd., 2009, p. 321.

leurs travaux. L'un des géographes marxistes français les plus connus, Pierre George, intégra quelques éléments du marxisme en insistant surtout sur l'action humaine transformatrice de la nature, pour vaincre les « contraintes » du milieu naturel, sorte de version actualisée du possibilisme vidalien⁴. Le marxisme chez Pierre George apparaît en fait réduit à sa version economiciste, qui insiste beaucoup plus sur le développement volontariste des forces productives (par le biais de la planification, ce qui est commun à l'URSS et à la France pendant la Reconstruction) que sur les rapports de production, donc sans réellement faire appel à la féconde notion de dialectique. Le marxisme est ici un modernisme, ce qui s'inscrit bien dans le positivisme empirique de la géographie française et se retrouve pleinement dans la géographie scolaire (avec les palmarès des grandes puissances économiques), comme dans la géographie appliquée et l'aménagement du territoire.

C'est pourquoi Joël Pailhé parle plutôt d'empreintes marxiennes dans la géographie française⁵, au contraire de l'appropriation plus nette qui a pu être faite du marxisme dans la sociologie urbaine des années 1970 (Jean Lojkine, Edmond Préteceille, Christian Topalov, Michel Pinçon) ou l'économie (Alain Lipietz, Jean-Paul de Gaudemar). On est donc très loin d'une véritable pratique marxiste, intégrant le matérialisme historique et la dialectique, cherchant la place théorique de l'espace dans cette approche, comme le fait David Harvey. Cela illustre à la fois la faiblesse de la géographie marxiste en France et la relative pénétration de certaines thématiques marxistes (édulcorées de tout projet politique et de toute remise en cause épistémologique) dans la géographie française, ce qui faisait dire à Béatrice Collignon que « si la réflexion [de la géographie française] mobilise les théories marxistes, celles-ci sont si diffuses parmi les universitaires que cela ne saurait créer un courant particulier⁶ », pour expliquer l'absence de courant radical dans la géographie française comme il en existe dans la géographie anglophone. En 1977, Paul Claval, fondateur d'une géographie culturelle qui fait abstraction des rapports matériels de domination, espère tirer un trait sur le marxisme en constatant que l'espace n'est presque pas pris en compte chez Marx et que le marxisme n'est donc d'aucune utilité en géographie⁷ !

4. Voir J. Pailhé, « Pierre George, la géographie et le marxisme », *EspacesTemps*, 1981, 18-19-20, pp. 19-29.

5. J. Pailhé, « Références marxistes, empreintes marxiennes, géographie française », *Géocarrefour*, vol. 78/1 | 2003 [en ligne] <http://geocarrefour.revues.org/index102.html>

6. B. Collignon, « La géographie radicale à la recherche d'un second souffle » dans J.-F. Staszak, B. Collignon, Ch. Chivallon et R. Knafou (sous la dir. de) *Géographies anglo-saxonnes, Tendances contemporaines*, Belin, 2001, p. 137.

7. P. Claval, « Le marxisme et l'espace », *L'Espace géographique*, 1977, n° 3, pp. 145-164.

En 2006, un autre géographe britannique marxiste, Kévin Cox, soulignait la méconnaissance du marxisme dans le récent dictionnaire de géographie de Jacques Lévy et Michel Lussault⁸. Selon lui⁹, le marxisme y est caricaturé comme un déterminisme réducteur ne prenant pas en compte l'individu, un « grand récit » finalement, comme Paul Claval qui critique encore le marxisme comme idéologie sans réussir à mesurer l'apport théorique du marxisme comme démarche scientifique¹⁰. En particulier, Kévin Cox montre la non-prise en compte des travaux de David Harvey par les auteurs du dictionnaire et souligne leur tendance idéaliste à se référer à des abstractions comme « la société », « l'individu » ou « le territoire », arrachées aux conditions sociales et historiques de leur production, et donc vidées de leur sens et de leur « puissance explicative ».

Le matérialisme historico-géographique de David Harvey

Pour ceux que la lecture en anglais rebute, les deux traductions récemment publiées permettent de saisir le cœur de l'apport théorique de David Harvey. Déplorant les insuffisances de la géographie et sa position dominée dans les sciences sociales, celui-ci œuvre à lui fournir la puissance théorique qui lui manque, en mettant à profit les travaux de Marx. Et, au-delà de la géographie, David Harvey contribue au renouvellement de l'approche marxiste en sciences sociales, en y intégrant le rôle majeur de l'espace dans l'analyse du système capitaliste.

Sa théorie de la production de l'espace part d'une analyse des différents circuits de circulation du capital¹¹. Quand le circuit primaire de la production et de la consommation immédiate de biens et de services est saturé, le capital investit le circuit secondaire des investissements à long terme dans les infrastructures de production (usines, équipements, centrales de production énergétiques, infrastructures de transports) et dans un fonds de consommation qui soutient la reproduction élargie de la force de travail (logements, hôpitaux, écoles et également infrastructures de transports). Recherche et développement d'un côté et dépenses sociales de l'autre (éducation, santé) forment un circuit tertiaire d'investissements à long terme permettant de différer dans le temps

8. J. Lévy et M. Lussault (sous la dir. de), *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, Paris, Belin, 2003, 1033 p.

9. K. Cox, « Une lecture anglophone et marxiste. », *EspacesTemps.net*, Il paraît, Ex-libris [en ligne] (page consultée le 20 novembre 2006).

<http://espacestemp.net/document2115.html>

10. P. Claval, « Le marxisme en arrière-plan », *Géocarrefour*, Vol. 78/1 | 2003, mis en ligne le 29 mai 2007. <http://geocarrefour.revues.org/index79.html>

11. Ceux-ci sont représentés sous la forme d'un schéma dans *Le Nouvel impérialisme*, p. 137.

l'accumulation du capital. Le circuit secondaire correspond donc à l'encastrement dans le sol d'une partie du capital (qu'on appelle précisément le capital fixe), soit l'environnement construit pour la production et la consommation, qui assure la reproduction à long terme du capital (augmentation de la productivité du travail, meilleure circulation des marchandises). C'est la base de la production de l'espace aménagé et de la formation d'espaces régionaux (économies régionales ayant une relative cohérence en termes de circuits de production, de consommation et d'échange). C'est notamment comme cela que sont produites les villes, concentrations exceptionnelles de capital fixe, ce qui se situe dans la continuité des travaux de Henri Lefebvre sur l'urbanisation du capital¹².

Dans la lignée des analyses de Marx, David Harvey souligne le rôle fondamental de l'État, étroitement lié au capital financier, dans l'orientation du capital dans ces circuits secondaire ou tertiaire. Et c'est bien l'État – en particulier les États-Unis – qui a décidé d'un nouvel arrangement de cette collusion État-finance avec la dérégulation financière des années 1970 : à l'heure de la crise de suraccumulation, l'ouverture internationale des marchés de capitaux a été un moyen pour les États-Unis de préserver leur hégémonie en assurant la suprématie de Wall Street, tandis que l'État continuait d'être un agent économique de premier plan, contrairement à ce que veut faire croire l'idéologie néolibérale.

Comme l'a montré Marx, le capitalisme est un système économique fondamentalement instable car tissé de contradictions, entre le capital et le travail, la concurrence et la tendance au monopole, la quête du profit et la baisse tendancielle du taux de profit, ou encore entre la croissance de la production et les limites des ressources naturelles. C'est un système qui va de crise en crise, celles-ci n'étant pas des accidents mais au contraire inhérentes et nécessaires au fonctionnement du capitalisme, ce qui est particulièrement patent depuis les années 1970, période dans laquelle le capitalisme se trouve confronté à un problème chronique de suraccumulation.

Selon David Harvey, les crises s'expliquent principalement par les obstacles à la circulation du capital. Si le capital excédentaire ne trouve pas à être réinvesti pour être à nouveau valorisé (processus cumulatif), une crise surgit et conduit à la dévalorisation du capital inemployé. Et c'est dans les processus de formation et de sortie de crise que s'insèrent les processus généraux de production de l'espace. En effet, outre celle qui résulte des investissements à long terme dans le circuit secondaire de circulation du capital, l'une des idées-clés du géographe britannique est la notion de « *spatio-temporal fix* ». *To fix* veut dire « réparer quelque chose », « régler un problème », « fixer »,

12. Voir H. Lefebvre, *Le Droit à la ville*, Paris, Economica-Anthropos, 2009 [1968], 135 p. et *La Révolution urbaine*, Paris, Gallimard, 1970, 255 p.

« stabiliser quelque chose », mais aussi « truquer ». On peut traduire cela par « solution » (terme utilisé par Syllepse) ou « arrangement » spatio-temporel, plutôt qu'« aménagement » (terme utilisé par les Prairies ordinaires), qui n'en rend pas le caractère provisoire et peut induire une confusion, en français, avec l'aménagement du territoire. Cet arrangement spatio-temporel représente un report dans l'espace de l'accumulation du capital, soit « un type particulier de solution aux crises capitalistes qui joue sur le report dans le temps et sur l'expansion géographique » (Harvey, *Le Nouvel impérialisme*, p. 142).

Cette expansion géographique passe par la conquête ou l'aménagement de nouveaux territoires, l'ouverture de nouveaux marchés, encore une façon par laquelle le capitalisme produit l'espace, notamment par la re-production ou la transformation d'espaces non encore capitalistes. Le but est d'absorber les surplus produits sur un territoire donné dans un autre territoire. Malgré sa disparition annoncée (notamment par Marx), le capitalisme survit et domine même aujourd'hui l'espace mondial dans son ensemble. Selon Henri Lefebvre, c'est précisément grâce à la production de l'espace que le capitalisme doit cette survie¹³. En suivant Rosa Luxembourg, David Harvey insiste sur la nécessité pour le capitalisme de maintenir ou de créer un en-dehors du système pour se maintenir. À cet égard, la chute de l'empire « soviétique » et la conversion de la Chine au capitalisme n'a pas seulement représenté une victoire géopolitique des États-Unis et du système capitaliste, mais aussi une formidable opportunité d'investissements particulièrement rentables pour les surplus des pays capitalistes avancés, contribuant à assurer la continuité du système malgré la menace permanente de la suraccumulation. Quand les possibilités d'investissement des surplus par le biais d'une expansion spatiale viennent à manquer, le système utilise la « destruction créatrice », notion empruntée à l'économiste autrichien Joseph Schumpeter¹⁴, pour désigner la dévalorisation d'actifs dans une région donnée à laquelle les pays dominants tâchent de cantonner la crise, ce qui permet leur rachat à bas prix par les capitaux de ces pays et la relance de l'accumulation du capital (cas de la crise asiatique de 1997-1998).

Mondialisation ou développement géographique inégal ?

Dans le chapitre « La mondialisation en question » de *Géographie et capital*, David Harvey se livre à une analyse critique de la notion envahissante de « mondialisation ». En effet, cette propension du capitalisme à rechercher

13. H. Lefebvre, *La Survie du capitalisme. La reproduction des rapports sociaux*, Paris, Economica-Anthropos, 3^e éd., 2002 [1973], 225 p.

14. Joseph Schumpeter liait la « destruction créatrice » aux cycles d'innovation. D. Harvey étend cette notion des secteurs d'activité à des régions du monde et la relie à la dynamique des crises de suraccumulation.

des solutions spatio-temporelles aux crises de suraccumulation explique la tendance inhérente de ce système à la mondialisation. Dès le Moyen-Âge et les prémices du capitalisme, les cités-États comme Venise ou Anvers avaient tissé un réseau international de comptoirs formant une première économie-monde autour de la Méditerranée, comme l'a montré Fernand Braudel dans des conférences prononcées en 1976 à l'Université Johns-Hopkins de Baltimore, justement alors que David Harvey y était professeur¹⁵.

Selon David Harvey, le capitalisme est donc un puissant vecteur de production de l'espace dans le monde entier depuis longtemps. En particulier, la production de l'espace est un élément fondamental (et non pas une conséquence subsidiaire) de l'accumulation du capital et de la lutte des classes. En effet, David Harvey souligne la « faculté du capitalisme de comprimer la lutte des classes par le biais d'une division géographique visant sa domination » (Harvey, *Géographie et capital*, p. 245). Plutôt que de consentir à une redistribution des richesses entre capital et travail, la bourgeoisie a presque toujours préféré (et l'État, confronté à la résistance de la bourgeoisie, a toujours trouvé plus facile) de reporter ailleurs la dynamique d'accumulation du capital, s'il le faut par la guerre. C'est ce que l'on appelle l'impérialisme et j'y reviendrai plus loin.

La « mondialisation » actuelle n'a donc rien de fondamentalement nouveau. Le système capitaliste s'est transformé sous l'effet de la déréglementation financière voulue par les États dominants, par le développement d'un système de médias et de communications faisant émerger un espace dématérialisé qui a notamment servi les transactions financières, et par la baisse du coût et du temps de transport des marchandises (ce qui poursuit une tendance inhérente au capitalisme depuis l'invention du chemin de fer) permettant une réorganisation de la production à l'échelle mondiale. Mais il n'y a eu « aucune révolution fondamentale du mode de production, ni des rapports sociaux qui lui sont associés, et [...] si l'on observe une tendance qualitative, c'est [celle] de la réaffirmation des valeurs capitalistes du début du XIX^e siècle, assortie d'une propension caractéristique du XXI^e siècle à la mise au chômage et à l'extension définitive de larges segments de la population mondiale, constamment surnuméraire par rapport à la dynamique fondamentale de l'accumulation capitaliste. » (Harvey, *Géographie et capital*, p. 253).

David Harvey critique le terme de mondialisation en montrant qu'il s'agit d'une « ruse promotionnelle » (*ibid.*, p. 249) de la bourgeoisie pour présenter de manière positive ce qui n'est rien d'autre qu'une nouvelle stratégie pour accaparer les richesses au détriment des travailleurs. À la place de « mondialisa-

15. F. Braudel, *La dynamique du capitalisme*, Paris, Flammarion, coll. « Champs Histoire », 2008, 121 p. ([1985] chez Arthaud), synthèse des thèses présentées un peu plus tard dans *Civilisation matérielle, économie et capitalisme (XV^e-XVIII^e siècles)* (Paris, Armand Colin, 1979, 3 volumes).

tion », terme volontairement vague, il préfère employer l'expression « développement spatio-temporel inégal », qui caractérise une tendance intrinsèque du capitalisme depuis ses origines.

En quoi consiste ce développement géographique inégal ? Le capitalisme, système économique en quête permanente de croissance et de profit, donc jamais stabilisé, est fondé sur la concurrence. Mais celle-ci n'assure pas la répartition équitable des richesses puisque le système lui-même est fondé sur la propriété privée des moyens de production (inégalement répartie) et l'appropriation privée des richesses produites, soit la monopolisation des richesses par une minorité, qui ne fait que se renforcer dans la phase néolibérale actuelle. La tendance à la formation de monopoles est inhérente au capitalisme pour se protéger de la concurrence et sécuriser les profits. David Harvey montre que ces monopoles ne sont pas limités à la tendance à la concentration par secteur, mais s'effectuent aussi dans l'espace, à travers les nombreuses logiques de spécialisation territoriale permettant de s'assurer une rente de situation liée à la valeur attachée à un lieu : c'est le cas des AOC, mais aussi de l'implantation dans une métropole mondiale (avantages de localisation liés à la concentration des infrastructures et au capital symbolique attaché à ces hauts lieux du capitalisme mondial, en particulier pour les secteurs du luxe, de la mode, de la culture ou de la communication) et de l'utilisation des différences et spécificités culturelles. À cet égard, la métropolisation, concentration des activités tertiaires stratégiques dans un petit nombre de grandes villes mondiales des pays dominants, représente une logique de monopole servant à atténuer la concurrence. Ce rôle de la rente de situation, comme celle de l'instrumentalisation de la culture à travers l'utilisation ou la création de spécificités locales ou régionales dans la concurrence entre les territoires est déjà mis en valeur dans l'ouvrage *Géographie de la domination* de 2008 (*op. cit.*).

La mobilité contemporaine accrue du capital tend ainsi à renforcer ou à créer des inégalités spatiales dans le développement capitaliste : « Les conditions géographiques inégales ne découlent pas simplement de la répartition inégale des dotations en ressources naturelles et des avantages de localisation, mais sont produites, de façon plus déterminante encore, par les modalités inégales selon lesquelles la richesse et le pouvoir deviennent eux-mêmes hautement concentrés à certains endroits en raison des relations asymétriques d'échange. » (Harvey, *Le Nouvel impérialisme*, p. 57). Ainsi, ces relations asymétriques d'échange entre pays dominants et pays dominés dans le système capitaliste mondial assurent le maintien dans le sous-développement de certains espaces, espaces de réserve permettant l'écoulement des surplus et le cantonnement des dévalorisations d'actifs dans ces espaces.

La circulation du capital produit donc un espace profondément inégal à différentes échelles (entre villes et campagnes, entre villes à travers la hiérarchie urbaine, entre pays dominants et pays dominés), le capitalisme se nourrissant de ces inégalités pour assurer l'accumulation du capital. Les crises, par

la dévalorisation d'actifs (et donc d'espaces) qu'elles suscitent, sont également un moyen de produire du développement inégal, certains espaces étant dévalorisés pour que d'autres concentrent toujours plus de richesses.

Le nouvel impérialisme et l'accumulation par dépossession

Dans *Le Nouvel impérialisme*, ouvrage publié en anglais en 2003, David Harvey part de la guerre états-unienne contre l'Irak pour réfléchir à ce qui est alors en jeu. Reprenant la réflexion de nombreux auteurs sur le renouveau de l'impérialisme, il en livre une analyse géographique originale. Il distingue ainsi deux logiques spatiales : la logique territoriale de l'État d'une part, logique de pouvoir fondée sur la maîtrise politique, économique et militaire d'un territoire continu et délimité, qui peut être impérialiste (conquête de nouveaux territoires), et la logique moléculaire du capital d'autre part, logique de pouvoir fondée sur la circulation réticulaire du capital, plus fluide et discontinue, permettant *in fine* son accumulation. Ces deux logiques reprennent une distinction classique en géographie entre territoire et réseau. Elles ne sont toutefois pas imperméables : en effet, l'État agit lui-même pour faciliter la circulation du capital, mais celle-ci peut menacer ses positions acquises (monopoles de situation). L'aménagement du territoire est ainsi un instrument de l'État dans la concurrence accrue entre les territoires, afin de capter les flux de capitaux à son profit. Mais en facilitant la circulation du capital, il exacerbe sa mobilité et les risques de délocalisation des activités économiques.

Ce que David Harvey qualifie de nouvel impérialisme consiste en une fusion contradictoire de ces deux logiques « territoriale » et « capitaliste » de la domination internationale, en particulier dans la stratégie des États-Unis pour maintenir leur hégémonie mondiale menacée par la concurrence internationale (qu'ils ont eux-mêmes favorisée) et notamment par le développement capitaliste de la Chine. Ce nouvel impérialisme se fait jour à travers les institutions internationales dominées par les États-Unis que sont le FMI, la Banque mondiale et l'OMC. C'est dans ces différents cadres que le développement capitaliste est freiné dans les pays dominés ou orienté au profit des pays dominants. « C'est l'État, c'est-à-dire l'entité politique, le corps politique, qui est le mieux à même d'orchestrer des arrangements institutionnels et de manipuler les forces moléculaires de l'accumulation du capital pour préserver le type d'asymétries dans l'échange qui est le plus avantageux pour les intérêts capitalistes dominants qui œuvrent dans son cadre. » (Harvey, *Le Nouvel impérialisme*, p. 160). Il y a donc une relation dialectique entre ces deux logiques spatiales : ce sont les États (dominants) qui ont décidé de laisser les capitaux circuler librement, favorisant l'épanouissement de la logique moléculaire du capital. Mais ces États agissent dans le système capitaliste mondial comme acteurs économiques majeurs afin d'attirer ou de réorienter les flux de capitaux à leur profit, en utilisant leurs prérogatives diplomatiques et militaires (logique territoriale

de l'impérialisme). Quand la diplomatie et la pression économique ne suffisent plus à asseoir les intérêts de ces États, ceux-ci peuvent recourir à la force militaire selon une forme très classique d'impérialisme, comme les États-Unis en Irak pour le contrôle du pétrole, au détriment de leurs concurrents et en particulier de la Chine. Comme tout impérialisme, ce nouvel impérialisme est cependant voué à son propre dépassement : la Chine fonctionne comme une solution spatio-temporelle de premier plan au problème mondial de suraccumulation du capital, mais son développement capitaliste annonce le transfert de l'hégémonie mondiale des États-Unis vers la Chine, ce qui n'ira pas sans heurts comme le montre la propension états-unienne à s'engager militairement pour le contrôle des ressources stratégiques. Au passage, David Harvey note qu'à mesure que le capitalisme s'étend géographiquement, l'hégémonie mondiale demande des ressources telles qu'elle est réservée à des pays géants.

Ce niveau inégalé d'extension géographique du capitalisme tend à épuiser les possibilités d'expansion spatiale comme les ressources naturelles nécessaires à la production. Il en résulte un accroissement de l'accumulation par dépossession, forme actualisée de ce que Marx et d'autres ont appelé l'accumulation primitive, c'est-à-dire l'accumulation par le capitalisme de richesses formées en dehors de lui, dans d'autres systèmes de production. Loin de n'être qu'une prémisses au développement capitaliste, cette forme particulière d'accumulation du capital se poursuit aujourd'hui, souvent à travers des formes violentes et para-légales. Parmi les multiples formes contemporaines d'accumulation par dépossession, David Harvey cite l'appropriation indue des ressources naturelles des pays du Sud par les pays du Nord, la prolétarianisation forcée d'une part croissante de la population mondiale, mais aussi la privatisation généralisée des biens communs (du patrimoine génétique à la culture, en passant par les services publics et la sécurité sociale) et l'intégration dans le système financier à travers le système de crédit (du micro-crédit à la dette publique des États, qui permet le contrôle indirect de l'économie de certains pays par d'autres). Et il souligne le rôle stratégique de l'État dans ces processus : « L'État, avec son monopole de la violence et des définitions de la légalité, joue un rôle crucial en soutenant et en promouvant ces processus [...]. » (Harvey, *Le Nouvel impérialisme*, p. 173).

Portée théorique et politique, limites politiques

En somme, ces deux ouvrages permettent de profiter de l'apport majeur que représentent les travaux de David Harvey pour la géographie et les sciences sociales en général. En particulier, ceux-ci théorisent la façon dont l'espace est produit, détruit et reproduit dans le système capitaliste mondial, d'une façon nécessairement inégale. Cela permet de saisir le lien étroit qui unit les rapports sociaux de domination et les nombreuses disparités spatiales qui forment la géographie du capitalisme. La théorisation de ce lien rend inopérantes les

approches de l'espace géographique qui font abstraction des rapports de domination, soit dans une vision irénique du capitalisme, comme le moins mauvais des systèmes dont il s'agirait seulement d'éviter les crises conçues comme des accidents, soit dans une vision abstraite d'un espace en soi, détaché des modalités mêmes de sa production.

Ces travaux représentent un encouragement vivifiant à poursuivre dans la voie d'une recherche en sciences sociales qui ne fait pas semblant d'être en dehors des rapports de domination, recherche située donc¹⁶, mais qui ne renonce pas à l'approche systémique. À l'encontre des généralisations attribuées (notamment par les géographes) aux grands systèmes d'explication, David Harvey réussit la gageure d'expliquer précisément l'apparente contingence de la variété et de la particularité des différents territoires de ce monde par le fonctionnement même du système capitaliste qui le domine. Cela s'appuie sur une vision dialectique de l'espace, articulant de façon lumineuse la trilogie espace absolu, espace relatif et espace relationnel d'une part et celle de l'espace matériel, de la représentation de l'espace et de l'espace de la représentation d'autre part¹⁷. Loin d'imposer un schéma préconçu comme on pouvait le reprocher à la vulgate marxiste venue d'URSS, David Harvey prône une « théorisation du bas vers le haut [...] qui implique de considérer chaque groupe d'événements particuliers comme internalisation de forces sous-jacentes fondamentales qui les guident » (Harvey, *Géographie et capital*, pp. 209-210). Fondée sur les rapports sociaux de domination capitalistes, son analyse remet inévitablement en cause les approches postmodernes de l'identité et du multiculturalisme qui ne prennent pas en compte les rapports de classes¹⁸. Néanmoins, on ne peut que regretter que lui-même ne prenne en compte que les approches idéalistes des inégalités entre genres et groupes ethniques. Dans ces deux ouvrages, David Harvey ne fait pas mention des approches de l'intersectionnalité, c'est-à-dire des recherches sur la combinaison entre différents systèmes de domination, eux-mêmes fondés sur une exploitation spécifique, celle des femmes par les hommes dans le système patriarcal, ou celle des populations racisées par les Blancs dans le système raciste¹⁹. Il serait particulière-

16. « Notre travail de recherche géographique fait nécessairement partie de cet ensemble de processus sociaux conflictuels à l'origine de nouveaux paysages géographiques. » (Harvey, *Géographie et capital*, p. 47).

17. Cette articulation est schématisée dans une matrice des spatialités, p. 69 de *Géographie et capital*.

18. Le chapitre « Rapports de classes, justice sociale et géographie politique de la différence » (*Géographie et capital*, pp. 141-158) déconstruit efficacement les profondes lacunes de ces discours, incapables de saisir les racines des inégalités.

19. Voir notamment E. Dorlin (sous la dir. de), *Sexe, race, classe : pour une épistémologie de la domination*, Paris, PUF, 2009, coll. Actuel Marx/Confrontations, 320 pages.

ment intéressant d'étudier la dimension spatiale de ces deux derniers systèmes de domination, ce qui a peu été fait jusqu'à présent.

Ces questions sont importantes sur le plan théorique, elles le sont aussi d'un point de vue politique. David Harvey fait de la géographie engagée mais rappelle surtout que toute géographie, comme toute science, sert objectivement l'intérêt d'une classe, même si cela n'est pas dit et encore plus si cela n'est pas conscient. Si le monde est tissé de rapports de domination, alors la géographie s'insère nécessairement dans ces rapports. Aux chercheurs de savoir pour qui ils travaillent : « La géographie est une chose trop importante pour être laissée aux géographes. Mais elle est bien trop importante pour qu'on la laisse aux généraux, aux politiques et aux dirigeants de grandes entreprises. La géographie peut être 'appliquée' et 'pertinente', mais pour faire quoi ? Et au service de qui ? Nous vendre nous-mêmes aux entreprises, avec la géographie que nous faisons, revient à participer directement à l'élaboration de leur géographie à eux, ce paysage humain où règnent l'inégalité et les tensions sociales. Il y a par ailleurs quelque chose de plus ambigu à se vendre au gouvernement et à entretenir ainsi un vague mythe de l' 'intérêt public' dans un monde de rapports de forces chroniquement déséquilibrés et de revendications antagoniques. » (Harvey, *Géographie et capital*, p. 47).

C'est là que la recherche rencontre la question politique, en particulier celle de l'émancipation qui intéresse le plus grand nombre. Et si la recherche est au service de l'intérêt général, quel meilleur service pourrait-elle lui rendre que de lui donner des armes théoriques pour s'émanciper des rapports de domination ? Ce que réaffirme David Harvey, après Henri Lefebvre, c'est que cette émancipation passe nécessairement par une réflexion sur l'espace. Que ce soit dans les sciences sociales en général ou dans la réflexion politique émancipatrice, une approche des rapports sociaux de domination qui fait abstraction de l'espace se condamne à l'échec. De ce point de vue, David Harvey actualise la réflexion d'Henri Lefebvre sur le droit à la ville, comme droit à l'appropriation collective de la ville, et non sa récupération édulcorée par l'État et les classes dominantes comme un droit à l'accès aux « aménités » urbaines par la mobilité. Il rappelle le rôle fondamental de l'urbanisation dans le fonctionnement du système capitaliste et montre l'importance actuelle de l'urbanisation de la Chine pour la stabilisation provisoire de l'accumulation des profits. En retour, la prolétarianisation accélérée de la population chinoise dans les villes repose la question du droit à la ville comme vecteur d'émancipation, c'est-à-dire du droit collectif de produire la ville pour les besoins du peuple et non sa dépossession quotidienne par les politiques urbaines menées par l'État et les classes dominantes à leur profit. Cela dit, si David Harvey rappelle l'importance de penser l'espace post-capitaliste (espaces d'espoir) afin d'envisager une sortie de ce système, il reste très en deçà des propositions de Henri Lefebvre dans ce domaine. Sur le plan politique, David Harvey se concentre sur les mobi-

lisations altermondialistes contre la domination des institutions internationales et l'accumulation par dépossession qu'elles organisent. Il en déplore parfois l'éclatement, l'absence d'organisations permettant de structurer ce mouvement comme l'ont fait les syndicats dans le mouvement ouvrier, mais reste très vague sur les formes que pourrait prendre un mode de production de l'espace égalitaire, en particulier dans l'espace urbain.

À la veille du mouvement de Mai 1968, Henri Lefebvre ne proposait rien moins que l'autogestion des villes par les habitants et la remise en cause de la propriété privée au profit d'une propriété collective dans laquelle prévaudrait l'usage, il y voyait « un réformisme urbain à visée révolutionnaire ²⁰ ». Et bien avant la mise en place des « conseils de quartier », il livrait une critique virulente de la pseudo-participation des habitants, qui n'a rien à voir avec leur auto-organisation pour leur totale prise en main de la gestion et de la production des villes. Voilà qui mériterait d'être repris et approfondi dans la recherche urbaine contemporaine.

20. H. Lefebvre, « L'urbanisme aujourd'hui. Mythes et réalités », *Les Cahiers du Centre d'Études Socialistes*, n° 72-73, sept-oct 1967.